



# AMÉRIQUES LATINES EN LUTTE



**BULLETIN DU GROUPE DE TRAVAIL AMERIQUE LATINE DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE**

## POURQUOI UN TEL BULLETIN ?

**EDITO** Depuis maintenant plus d'une décennie, l'Amérique latine apparaît comme une zone de tempêtes pour la domination néolibérale planétaire. Elle a connu parmi les plus importantes mobilisations collectives contre les conséquences sociales, politiques et écologiques du capitalisme prédateur dans les pays du sud, avec -dans certains cas- des réactions en chaîne ayant abouti à la démission de gouvernements conservateurs, à la remise en cause de privatisations majeures, à la déroute de certaines entreprises multinationales et à un retour sur le devant de la scène de la question sociale et des débats sur les transitions postcapitalistes. De manière inégale et combinée, il existe dans le sous-continent une crise partielle de l'hégémonie impérialiste et, dans certains pays, de la domination historique des oligarchies locales. Le changement des rapports de forces en Amérique latine est avant tout le produit de mouvements sociaux radicaux, parfois transnationaux, qui ont articulé revendications démocratiques (assemblées constituantes, reconnaissance de l'État plurinational) avec une orientation anti-néolibérale (critique du saccage causé par des multinationales), anti-impérialiste (refus du « consensus de Washington »). Cette réalité des luttes de classes est évidemment différenciée suivant les pays et montre une multiplicité d'acteurs sociaux en résistance : luttes indigènes au Pérou, en Bolivie et Équateur, des chômeurs en Argentine, des sans-terre au Brésil et en Bolivie, mobilisations syndicales au Mexique ou au Chili, féministes en Amérique centrale, etc... Cette conjoncture est aussi celle d'un montée en force d'une nouvelle intégration régionale (ALBA, UNASUR, etc) qui marque une autonomie croissante de la région face aux puissants voisins du Nord.

La période actuelle est pourtant celle de tous les dangers, et les classes dominantes et l'impérialisme sont toujours à l'offensive, stratégie facilitée par un immense pouvoir médiatique et économique, alors que les droites restent au pouvoir comme au Mexique, au Chili ou en Colombie. Le coup d'État au Honduras, ou encore l'invasion militaire yankee en Haïti, permettent d'envisager un scénario de restauration conservatrice dans plusieurs pays. Ce risque s'alimente également au gré des frustrations des classes populaires face au social-libéralisme (dont le meilleur représentant reste le gouvernement PT du Brésil), à l'absence de rupture avec le modèle de développement du capitalisme dépendant ou encore face aux contradictions et difficultés des politiques menées au Venezuela, Bolivie et Équateur.

Il est donc urgent et nécessaire de traduire notre solidarité internationaliste avec les peuples latino-américains en lutte, et en particulier d'appuyer et relayer les revendications des organisations sociales et politiques anticapitalistes sur place. Il apparaît tout aussi indispensable de comprendre et dénoncer « notre » propre impérialisme quand l'Union européenne et ses multinationales sont toutes voiles dehors pour reconquérir l'Amérique latine et la Caraïbe.

L'objet de ce bulletin, coordonné par la Commission Amérique latine du NPA, est d'offrir un outil de réflexion et de débat aux militants internationalistes organisés ici et là bas, de faire connaître les analyses du NPA sur ces questions mais aussi des organisations avec qui nous collaborons en Amérique latine et, par la même, d'alimenter nos mobilisations unitaires en faveur de la « patria grande ».

## SOMMAIRE

**BOLIVIE : MORALES ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX... LA FIN DE LA LUNE DE MIEL ?** Page 2

**MEXIQUE : SAN JUAN COPALA, CONTINUONS A ROMPRE LE SILENCE.** Page 3

**BRESIL : EN PEU DE TEMPS, UNE POLITIQUE DEJA CALIBREE.** Page 4

**LA LIBYE MET A MAL LA GAUCHE LATINO AMERICAINE.** Page 5

**PEROU : ENTRE DEUX TOURS D'ELECTION.** Page 6

**CHILI : LES DAMNES DE L'EAU A PAU.** Page 7

**VENEZUELA : L'AFFAIRE BECERRA ET LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE : PÉRIL EN LA DEMEURE !** Page 8

**BRESIL : LETTRES ET REVOLUTIONS.** Page 10

**LIVRES : L'HOMME QUI AIMAIT LES CHIENS.** Page 11

**COMMUNIQUE : SOLIDARITE AVEC LES CONDAMNES MAPUCHES EN GREVE DE LA FAIM.** Page 12

### CONTACT

Pour nous joindre ou demander à recevoir les prochains bulletins :

[ameriqueslatinesenlutte@gmail.com](mailto:ameriqueslatinesenlutte@gmail.com)



## BOLIVIE

# MORALES ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX...

## ...LA FIN DE LA LUNE DE MIEL ?

Par Hervé do Alto

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales en 2005, la conflictualité sociale, autrefois synonyme de résistance aux réformes néolibérales, ne s'est pas atténuée, loin de là. Mais celle-ci connaît une véritable transformation : si bon nombre de conflits trouvaient leur origine dans la confrontation opposant le gouvernement à l'oligarchie de Santa Cruz et la droite en général, ce sont bien, désormais, des mouvements autrefois proches de Morales qui se mobilisent contre lui. Le mouvement en faveur d'une hausse des salaires qui s'est développé au début du mois d'avril, et qui a donné lieu à une forte mobilisation sous l'égide de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), est un signe de ces changements. Portées principalement par certains syndicats tels que les enseignants et les travailleurs de la santé, ces luttes pour des augmentations de salaires ne sont pas nouvelles. Mais c'était dans une relative marginalité que ces organisations arpentaient habituellement les rues de La Paz ou Cochabamba en défense des services publics.

L'écho positif rencontré par le mouvement lancé par la COB le 6 avril dernier pour une hausse des salaires de 15 % vient montrer que la défiance des secteurs

populaires à l'égard de ces syndicalistes, taxés de « radicaux » par le passé, n'est plus de mise : plusieurs organisations sociales telles que les fédérations indigènes (CONAMAQ, CIDOB) ont publiquement apporté leur soutien à la mobilisation. Et si les syndicats paysans restent majoritairement acquis au Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti de Morales, le trouble est semé. De manière générale, c'est un véritable courant de sympathie qui a semblé se manifester envers les grévistes de la part de la population. À l'origine de ce tournant se trouve la l'inflation record à laquelle les Boliviens font face – une inflation estimée à 18,5 % pour les denrées de première nécessité.

Pour comprendre cette hausse des prix, il faut remonter au mois de décembre dernier, lorsque le gouvernement annonce vouloir en finir avec la subvention du diesel actuellement en vigueur, via un décret connu comme le gazolinazo. Sous la pression de la rue, la mesure est finalement retirée, mais le secteur agro-industriel, essentiellement concentré à Santa Cruz, en profite tout de même pour spéculer sur les prix des aliments. Opposé dans un premier temps à toute compensation par les salaires, Morales concède finalement,

le 18 avril, un « coup de pouce » de 11% au terme d'une âpre négociation avec la COB.

On peut toutefois gager que ce mouvement ne restera pas sans lendemain, d'abord parce que, si les organisations syndicales et sociales peuvent parfois manquer d'une perspective politique d'ensemble, assimilant la conquête du pouvoir par le MAS à une opportunité pour « obtenir sa part du gâteau », la dégradation des conditions de vie en Bolivie est pourtant palpable. Ensuite, parce que sa dénonciation s'adosse à une critique inédite de la politique énergétique du gouvernement : le gazolinazo avait en effet pour but à peine dissimulé de stimuler le secteur des hydrocarbures, alors que les multinationales sont suspectées d'avoir abandonné toute prospection et entraîné de fait une revue à la baisse des réserves de gaz estimées dans le pays. Présenté comme une mesure censée « porter un coup à l'oligarchie de Santa Cruz », le décret constituait en fait un appel du pied à ces firmes en leur offrant un cadre de nouveau favorable à l'investissement, après une nationalisation pourtant modérée, en mai 2006, qui s'est résumée pour l'essentiel à une renégociation des contrats les liant à l'État, illustrée par la formule « *queremos socios, no patrones* » (« nous voulons des associés, pas des patrons ») chère à Morales.

Il est difficile de savoir si une option plus radicale que cette nationalisation aurait pu être couronnée de succès. Mais si la mesure-phare du premier mandat de Morales a bel et bien permis de garnir significativement les caisses de l'État après vingt années de néolibéralisme débridé, le secteur reste en effet largement sous le contrôle des compagnies étrangères qui ont constitué un frein à toute avancée sérieuse quant à l'industrialisation du gaz, et qui n'ont guère cessé, dans les faits, d'agir en « patrons » en Bolivie. De quoi s'interroger sur la possibilité de mener une politique développementiste en respectant les règles d'un jeu largement défini par des groupes capitalistes et des pays voisins tels le Brésil, qui agissent dans la région comme des impérialismes continentaux. En ce sens, la mobilisation actuelle n'est pas seulement juste : elle pourrait également devenir salutaire si elle parvenait à convaincre Morales d'un nécessaire coup de barre » à gauche.

1. Fundación Milenio, Informe Nacional de Coyuntura, n° 86, 2011.
2. CEDLA, Nota de prensa, 13/04/11.
3. Ibid

## MEXIQUE

# SAN JUAN COPALA: CONTINUONS À ROMPRE LE SILENCE

Par Janique Lauret avec Marion Sarrazin

Le peuple Triqui est originaire de la région de la Mixteca dans l'Etat de Oaxaca, au sud du Mexique. Depuis le milieu du XIXème siècle, ce peuple ne cesse de réclamer son autonomie vis-à-vis des instances gouvernementales. Mais le gouvernement fédéral n'hésite pas à utiliser une répression acharnée pour tenter d'anéantir ce droit à l'autonomie et maintenir cette population indigène sous son contrôle. Il est important de rappeler que les Triqui ont toujours résisté de manière pacifique face à la répression orchestrée par les partis politiques et mis en œuvre par divers groupes armés.

Le village de San Juan Copala constitue l'un des symboles les plus forts de la lutte Triqui car il est très vite devenu le lieu central de l'organisation de cette résistance mais aussi celui qui vit le plus durement l'acharnement policier et paramilitaire.

En 1948, San Juan Copala gagne son indépendance vis-à-vis du municipio. Cela signifie qu'habitant-e-s et sympathisant-e-s entendent faire reconnaître leur volonté de s'affranchir du contrôle et du pouvoir officiel afin que la communauté s'organise par et pour elle-même. Les revendications de la commune autonome de San Juan Copala sont alors la défense des ressources naturelles, la récupération et la défense des terres communales, la défense de la culture Triqui, l'autonomie et l'autodétermination des peuples Triqui.

Mais les autorités politiques n'ont depuis jamais cessé de vouloir écraser la volonté de ce peuple. En usant d'intimidations, de menaces, de viols et d'assassinats et en se cachant derrière les agissements des troupes paramilitaires de l'UBISORT (Unidad de Bienestar Social de la Region Triqui), le gouvernement fédéral cherche encore et toujours à détruire toute forme de résistance.

Depuis novembre 2008, le village subit un véritable état de siège par ce groupe de paramilitaires dirigé et financé par le principal et très influent parti politique du Mexique. Sous le commandement du PRI (Partido Revolucionario Institucional), les troupes de l'UBISORT créées en 1994 menacent, traquent, tuent et violent pour tenter une fois de plus d'imposer la marche à suivre à une population indigène.

Aujourd'hui le village de San Juan Copala



a été déserté par ses habitants, beaucoup de meurtres ont été perpétrés, des personnes ont été déplacées de force, d'autres par peur des représailles. Ceux mais surtout celles qui restent au village vivent dans des conditions insoutenables. Il n'y a plus d'école, plus de centre de santé, plus de nourriture, plus d'entrées ni de sorties et le village est sous surveillance de snipers de l'UBISORT.

Les 27 et 28 avril derniers, deux jours de mobilisation ont été organisés pour rendre hommage à deux activistes de la lutte du peuple Triqui et défenseur-euse des droits humains. Bety Carino Trujillo et Jyri Antero Jaakola sont morts le 27 avril 2010 lors d'une caravane humanitaire. L'objectif était d'arriver à endiguer l'asphyxie du village de San Juan Copala en apportant nourritures et médicaments aux habitant-e-s qui résistent encore malgré l'encerclement paramilitaire. Mais à quelques kilomètres du village, la caravane fut prise en embuscade sous le feu des balles de l'UBISORT. Lors de cette mobilisation en avril dernier, deux mani-

festations ont été organisées dans la ville de Oaxaca. Cela a été une occasion pour de nombreuses personnes de la communauté Triqui de se retrouver, de discuter des répercussions pour les populations indigènes de la militarisation du Mexique et de continuer à construire collectivement la résistance des peuples opprimés.

Il est important de préciser qu'aujourd'hui, suite aux mobilisations rendant hommage à ces défenseurs-euses de la lutte Triqui et des nombreuses pressions menées par les différents mouvements et organisations sociales en soutien aux populations indigènes, le chef des troupes de l'UBISORT a été arrêté et est actuellement en attente de jugement. Le peuple Triqui doit-il y voir les prémices d'une justice qui se met en marche ou seulement une justice qui se décide à faire tomber une tête pour en protéger d'autres ? En effet, Ulises Ruiz Ortiz a quitté le gouvernement de Oaxaca, en laissant derrière lui un sillage de sang, de persécution, d'impunité, et en déléguant sa responsabilité dans la violence paramilitaire. Le nouveau chef de l'Etat de Oaxaca, Gabino Cué Monteagudo, nie également ses responsabilités de gouverneur dans les événements passés et applique les mêmes méthodes que son prédécesseur.

Tous ceux qui interviennent de près ou de loin dans cette terrible réalité, depuis l'ordre donné jusqu'à l'ordre exécuté, sont responsables des meurtres de Bety Cariño et de Jyri Jaakkola et malheureusement de bien d'autres activistes. Tous sont complices par dissimulation, par permission, par omission. Tous méritent des sanctions exemplaires parce que nulle part dans le monde la vie d'activistes et militant-e-s de la lutte sociale ne peut être une monnaie d'échange, en toute démagogie, pour imposer pouvoir et domination. La responsabilité de l'Etat dans les assassinats de Bety et de Jyri est certaine et les auteurs matériels de ces meurtres et leurs responsables intellectuels doivent être arrêtés pour répondre de leurs crimes.

La guerre menée contre la population indigène, indienne ou métisse, contre toute-s celles et ceux qui ont gardé une forme de vie sociale leur permettant encore de résister et de se rebeller face aux entreprises destructrices du pouvoir et du capital est réelle et fait tomber chaque fois des camarades. Continuons à rompre le silence pour que justice soit faite.



## BRESIL

# EN PEU DE TEMPS, UNE POLITIQUE DÉJÀ CALIBRÉE

Par Béatrice Whitaker

**E**n moins d'un semestre, Dilma Rousseff, la présidente élue au Brésil, a déjà fait ses preuves en matière de continuité avec l'orientation adoptée par Lula, son prédécesseur, elle l'a même consolidée. Malgré ses promesses d'« éradication de la misère, de la faim... », elle reste toujours plus préoccupée de satisfaire les représentants de la bourgeoisie brésilienne et impérialiste. Une posture bien assumée car elle se charge à tout moment de d'affirmer l'importance du développement des industries, du commerce, des exportations, de la finance... à son avis, les seuls facteurs capables de contribuer à résoudre le chômage et la misère. Elle se maintient donc aucune peur de perdre la popularité dont elle a hérité de Lula, qui arrivait à 80% de satisfaction populaire, selon les sondages les plus sérieux.

Encore inconnue quelques mois avant les élections, sa victoire est due non seulement à la popularité de Lula, mais aussi au champ d'alliances extraordinairement large dans lequel PT s'est engagé. Partis de droite, neo sociaux-démocrates et néo-libéraux ont fait partie d'une alliance créée pour gagner les présidentielles en échange de négociations pour le partage des différents postes stratégiques de l'appareil d'Etat et du gouvernement.

Ce gouvernement se caractérise ainsi par trois axes d'orientation : le premier celui de l'arc de collaboration de classes, représentant 70% du Congrès, ensuite par l'approfondissement de la politique productiviste et consumériste, basée sur le développement capitaliste favorisant ainsi l'accumulation du capital à travers la dévastation des ressources naturelles du pays, le pillage des personnes et des biens. Le troisième par l'élargissement et la consolidation du rôle de sous-impérialisme en Amérique latine. Le cours néolibéral que la présidente est en train de prendre est notoirement plus accentué que celui de son prédécesseur. Cependant, en deux mois, le gouvernement a réussi à faire passer une série de mesures dont les conséquences ne sont pas encore réellement visibles pour les salariés.

Ces mesures économiques visent à garantir le développement capitaliste. Afin de payer les taux d'intérêt de la dette publique intérieure, Dilma décide faire une économie budgétaire de 30 milliards de dollars en 2011, à l'exemple de Lula au début de son mandat. Cela signifie des coupes sombres dans les dépenses publiques, la réduction du nombre des fonctionnaires, la précarisation des personnels, la réduction des moyens des différents services publics, l'intensification

de la sous-traitance, etc.

Cependant, le nouveau gouvernement trouve le pays dans une situation apparemment paradoxale : au Brésil la dette extérieure publique est « négative », car le pays compte sur des réserves internationales, surtout à partir de dépôts dans des banques étrangères, en valeur, plus importante que la dette publique extérieure. Dans ce sens, il ne s'agit pas de demander le non-paiement de la dette extérieure, mais d'exiger un audit de la dette, la nationalisation des groupes financiers et des Firmes Transnationales qui ont leur siège au Brésil.

Dès le début de l'année, les grandes centrales syndicales ont négocié l'augmentation du SMIC avec le gouvernement et le résultat est loin d'atteindre les promesses de Lula de doubler le SMIC à la fin de son mandat. Ils s'accordent pour une augmentation dérisoire du SMIC, suite à un débat révélateur entre politiciens de la dite gauche et syndicats, demandant 7% d'augmentation et ceux de la droite demandant 17% par pure démagogie, car même avec cette augmentation il ne serait toujours pas suffisant comme salaire. Le 7% d'augmentation a été accordé par les parlementaires, juste après s'être eux-mêmes augmentés de 142% pour leurs postes de représentants des travailleurs ! Dans ce sens, le SMIC continue à garantir les profits de la classe dominante.

Lancé en 2007, le Programme d'accélération de la croissance (PAC), est la version de l'IIRSA adaptée aux besoins de la bourgeoisie brésilienne qui réalise des projets pharaoniques dans les domaines de l'énergie, du transport, des communications. Le but est de satisfaire les besoins en électricité des transnationales installées dans les divers territoires, de faciliter le flux des marchandises du nord au sud, de l'est à l'ouest du continent. L'une des plus grandes incitatrices du PAC, Dilma, se prépare à inaugurer 60 ouvrages cette année, à une moyenne de cinq ouvrages par mois, concernant les transports, l'énergie électrique, assainissement, l'huile et gaz.

Ces projets se mettent en place sur les territoires, sans le moindre accord, discussion, et encore moins consultation des indigènes, des paysans, des citoyennes et des citoyens divers qui peuplent les terres concernées. Ceux-ci évidemment s'indignent et s'organisent pour combattre l'appropriation de leurs terres. L'un des principaux projets du PAC, se situe à Jirau, aux marges du fleuve Madeira, Etat de

Rondônia, où le puissant groupe Camargo Correa, chargé de construire une usine hydroélectrique, financée par GDF Suez (50,1%) emploie 22 mille travailleurs. Travailleurs et peuples luttent contre les conditions de travail et les salaires impayés. Depuis janvier 2010, Via Campesina, associations et ONGs promeuvent une campagne de solidarité avec ces peuples en lutte en défense de l'environnement. Mais en mars de cette année, suite à une rébellion des travailleurs de l'usine, le gouvernement envoie la police nationale, arrête 30 ouvriers. Suite au conflit, les 22 mille travailleurs sont partis des chantiers, abandonnant les lieux du travail. Ainsi, le gouvernement non seulement privatise les ressources naturelles mais il criminalise les mouvements qui luttent pour des causes légitimes... S'ajoute à cela, le renfort spectaculaire du gouvernement d'1 millions de réais qui sera donnée à l'industrie du sucre et de l'éthanol afin d'innover de 2011 à 2014, permettant ainsi l'exécution des plans d'aide à l'innovation technologique et industrielle de ces secteurs.

Dilma visite l'Argentine pour régler les questions du nucléaire avec la présidente Kirchner en janvier, début mars le président de l'Uruguay vient au Brésil afin d'intensifier les rapports commerciaux. Cependant, la politique internationale de Dilma reste marquée par la visite d'Obama dès le début de l'année et confirme un rapprochement avec le Département d'État des Etats Unis. A Brasilia le gouvernement a fait du zèle pour assurer la sécurité d'Obama : 352 voitures, 6 hélicoptères, 5 avions, 3 bateaux... sur un total de plus de 3 mille hommes. Le discours d'Obama, prévu dans les rues, a été annulé pour le remplacer face à un public restreint dans le théâtre municipal de Rio. Le but de son voyage : intérêts en énergie et infrastructures. Les syndicats des étudiants et des pétroliers avaient préparé des manifestations de protestation, leurs dirigeants accusant Obama d'être, comme Bush, un représentant du capital. Le Parti des travailleurs, pièce centrale du gouvernement, a interdit à ses militants de manifester. Le bilan de cette manifestation a été une forte répression à Rio avec 13 personnes arrêtées.

Depuis 1er février, le Brésil assure la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies où il devra assurer les discussions sur Haïti, le Moyen Orient, la Somalie, les sanctions à l'égard de la Corée du Nord... Sur la proposition de la France d'invasion en Libye, le gouvernement brésilien s'est abstenu au Conseil de sécurité.

Trop d'enjeux concernant le marché du pétrole cachent les prises de position de l'Allemagne et des « BRIC » (Brésil, Russie, Inde et Chine). Ce qui explique la déclaration de Kadhafi le 15 mars à la télévision allemande, disant que dorénavant son pétrole irait aux russes, chinois, indiens ... aux « BRIC ! »

Difficile de savoir l'effet des mesures prises par la présidente sur les travailleurs. La majorité des dirigeants des mouvements sociaux et syndicaux soutiennent la politique du gouvernement, soit parce qu'ils sont d'accord avec sa politique et pensent qu'il n'y a pas d'autres alternatives à l'orientation productiviste, consumériste – en somme, capitaliste –, sans aucune préoccupation écologique, soit parce

qu'ils se trouvent jetés dans l'engrenage de la corruption....

Les secteurs en opposition à cette politique sont encore minoritaires, même s'ils représentent quelques millions de travailleurs. L'aspect positif est que ce secteur est en train de construire l'unité du mouvement social et syndical par le biais de ses luttes au sein d'une seule centrale. Il reste l'espoir de la possibilité de convergence entre le mouvement ouvrier, le mouvement paysan, les mouvements pour la préservation de l'environnement, les femmes, les immigrés...

1. Intervention d'intégration régionale pour l'Amérique du Sud. (IIRSA). A ce sujet, voir le Bulletin Amériques latines en lutte. N° 2.

## LA LIBYE MET MAL À L'AISE LA GAUCHE LATINO-AMÉRICAINE



Stupéfiant et inquiétant parallélisme. Alors que de nombreuses chancelleries européennes sont inquiètes à l'idée de voir le colonel Kadhafi, qui était il y a peu encore un « ami intime » (Silvio Berlusconi) ou tout du moins un partenaire économique vital (90% du pétrole libyen prenait le chemin de l'Europe), tomber sous la pression de son peuple, une autre peur s'empare des gouvernements de gauche « progressistes » d'Amérique du Sud: celle d'assister à la chute d'un... camarade révolutionnaire. Le premier cas de figure n'a

au fond rien de très surprenant. L'Europe capitaliste préfère un partenaire fiable, même s'il fut longtemps en tête de liste des terroristes les plus infréquentables de la planète, même s'il fait aujourd'hui tirer sur son propre peuple. Le cynisme de la realpolitik. Le second cas de figure, lui, est plus intrigant.

Une analyse de **Bernard Perrin** du Courrier de Genève à lire sur le site du courrier :

[http://www.lecourrier.ch/la\\_libye\\_met\\_ma\\_laise\\_la\\_gauche\\_latino\\_americaaine](http://www.lecourrier.ch/la_libye_met_ma_laise_la_gauche_latino_americaaine)



## PÉROU

# ENTRE DEUX TOURS D'ELECTION

Par Pablo Chambi

Lors des dernières élections qui ont eu lieu au Pérou le 10 avril dernier, seulement 5 candidats avaient la possibilité de passer au deuxième tour, à condition que personne n'atteigne un score supérieur à 50 %.

Ollanta Humala (Gana Pérou) avec 31,7 % et Keiko Fujimori (Fuerza 2011) avec 23,5 % ont réussi à passer au deuxième tour. Humala représentait la gauche tandis que les 4 autres candidats représentaient la droite (Fujimori, Kuczynsky, Toledo et Castañeda). Les candidats de droite prônaient le maintien de la constitution de 1993, notamment la poursuite du modèle basé sur l'exportation de matières premières. Keiko Fujimori, est fille de japonais. Kuczynsky, appelé le « gringo », car il parle l'Espagnol avec un accent américain, est un ex-fonctionnaire international ; alors qu'il était ministre de l'économie dans le gouvernement de Toledo, il a offert l'exploitation du gaz aux transnationales. Toledo, surnommé le « cholo » mais avec un cœur et une âme "de gringo", a voyagé très jeune aux USA avec le Corps de Paix et a été formé dans des universités américaines.

Le front politique dirigé par Humala (Gana Pérou), qui s'autoproclame nationaliste, rassemble des groupements et des personnalités de la gauche des années 70-80 qui ont viré au réformisme ou qui se sont reconvertis à la social-démocratie.

Patria Roja, la plus importante des autres organisations de gauche, est la seule qui soit parvenue à s'inscrire sur les listes électorales, mais elle ne fait pas partie du front de Humala. Le problème a surgi parce que, forte de son inscription, Patria Roja a voulu négocier un pourcentage élevé des candidatures au congrès, ce que le leader de Gana Perú a refusé ; alors elle a cherché à s'allier avec une autre organisation, Fuerza Social, mais cette alliance n'a tenu qu'une semaine. Patria Roja s'est alors retrouvée seule et a tout perdu.

Au premier tour, officiellement la consigne de Patria Roja était l'abstention, mais il semble qu'elle a appelé à voter pour Toledo, alors que sa base a voté pour Humala. Pour ne pas rester isolée, cette organisation a changé de position de façon significative en appelant à voter pour Humala au deuxième tour.

Les courants du marxisme révolutionnaire se trouvent affaiblis, ils ne font pas partie du front bien qu'ils aient appelé à voter pour Ollanta au premier comme au deuxième tour. "Nous participons en accompagnant le peuple dans l'illusion qu'il a en Ollanta. Le peuple doit faire sa propre expérience, il n'apprend jamais par les leçons théoriques ou politiques mais seulement dans la pratique, à travers ses expériences quotidiennes".

Le Movadef, entité mise en avant par le Sentier Lumineux, a essayé de s'inscrire sur les listes électorales, mais n'a pas réussi. Son discours politique est construit uniquement sur le thème de l'amnistie générale des civils, des policiers et des militaires afin de parvenir à la réconciliation nationale. Parmi ces civils il y a son chef suprême, Abimael Guzmán. Cette organisation insiste sur son identification au marxisme - léninisme-maoïsme, « pensamiento Gonzalo », et ne se prononce pour aucun candidat.

Dès les années quatre-vingt-dix, le Pérou a connu une forte dépolitisation, et, à ce jour, cette tendance ne s'est pas inversée. Le taux de syndicalisation dans les années 70-80 atteignait 60%, il est tombé à 4,5% en 2009. Depuis les années 90, la part des salaires dans le revenu national a chuté : de 40 % dans les années 70, elle est passée à 25 % aujourd'hui. La constitution de 1993 a contribué à une reprise de l'économie accompagnée d'une forte détérioration du niveau des salaires. La brèche entre riches et pauvres a augmenté, cela se traduit par un grand malaise dans la population.

Humala se déclare contre le néolibéralisme, mais, précise-il, cela ne conduit pas à rejeter le marché ou à se rapprocher de l'étatisme mis en œuvre par le gouvernement de Velasco Alvarado dans les années 70. Il parle d'un nouveau projet national dénommé « l'Économie Nationale de Marché » dont la caractéristique essentielle réside dans l'expansion du marché intérieur et l'augmentation de la demande interne. Il considère que les populations des zones reculées du pays (les hauts plateaux et la forêt) ont été oubliés ; et le marché doit arriver jusqu'à elles.

Cela conduit également à la formation et la consolidation d'un entrepreneuriat national. Humala considère que le néolibéralisme ne prend pas en compte le développement du marché intérieur. Tout est dirigé vers l'extérieur. Il y a donc nécessité de nationaliser (ce qui ne signi-

ne pas forcément intervention de l'État) l'économie et les activités stratégiques pour les mettre au service de l'intérêt national.

Les nationalistes affirment que le néolibéralisme implique la « dénationalisation », parce qu'il ne considère pas le développement du marché intérieur, parce qu'il privilégie les investissements dans l'activité primaire exportatrice qui vend sur le marché extérieur, au lieu d'impulser la croissance de la demande intérieure. Il vend sur les marchés étrangers, plutôt que de promouvoir la croissance de la demande interne parallèlement à une augmentation diversifiée de l'offre productive. En conséquence, pour Humala il y a nécessité de nationaliser l'économie.

Humala avait proposé la révision de la constitution de 1993; l'augmentation de l'impôt des entreprises transnationales qui extraient les ressources naturelles; l'augmentation des impôts des entreprises nationales; une plus grande dotation des fonds de l'État afin de lutter contre la pauvreté; la non reconnaissance des traités de libre-échange et des contrats nuisibles à l'économie nationale. Ces derniers jours, Humala propose de modifier son programme de gouvernement pour s'attirer les secteurs de l'ex-candidat Toledo et les indépendants. Il affirme qu'il ne touchera pas à la constitution de 93, ni aux contrats signés par les gouvernements précédents.

Keiko Fujimori et son entourage continuent de prôner le maintien du modèle appliqué depuis près de 20 ans, afin que la bourgeoisie nationale et l'impérialisme aient le champ libre pour continuer à spolier nos richesses naturelles et à imposer des salaires de misère. Ils menacent d'approfondir le modèle néolibéral et de poursuivre les massacres contre les manifestations. Actuellement, on constate une augmentation du racisme ainsi que l'apparition de tendances ouvertement fascistes. Les entreprises minières et financières commencent à parrainer des campagnes médiatiques fomentant la psychose à l'encontre d'Humala, des campagnes de terreur qui accusent Humala d'être en collusion avec Chavez, de vouloir transformer le Pérou en un autre Venezuela ou Cuba, de vouloir exproprier les petits épargnants et les fonds des retraites, les petits commerçants, etc..

Les secteurs les plus conservateurs de l'église appellent à voter pour Keiko Fujimori. Le candidat à la vice-présidence de

l'équipe de Keiko, Rafael Rey, est un membre éminent de l'Opus Dei. Le cardinal Juan Cipriani appartient aussi à cette congrégation. Les magnats de la télévision commencent à licencier les journalistes qui n'attaquent pas Humala.

Profitant de la misère, Keiko poursuit sa politique d'assistance envers les secteurs les plus pauvres et démunis de la population. Elle compte gagner des voix en distribuant gratuitement des produits de première nécessité comme riz, huile, lait, etc. Une vieille méthode utilisée par son père et qui marche très bien actuellement. Pour exemple, dans un quartier populaire de Lima, Villa le Salvador, autrefois bastion de la gauche, Keiko a réussi à arriver en tête du scrutin, suivi de Humala.

Notes

1. Originaire de hauts plateaux andins.
2. «Pensamiento Gonzalo» Doctrine d'Abimael Guzmán, Gonzalo était son pseudonyme.
3. Chef de l'État péruvien de 1968 à 1975 avec le titre de Président du Gouvernement révolutionnaire.

Résultats 1er tour - élection présidentielle et parlementaire (130 sièges)		
	Score	Parlement
Gana Perú (Humala)	31,7%	47
Fuerza 2011 (Fujimori)	23,5%	37
Gran Cambio (PPK)	18,5%	12
Perú Posible (Toledo)	15,6%	21
Solidaridad (Castañeda)	9,8%	9
Apra		4

# CHILI, LES DAMNÉS DE L'EAU À PAU

DE MARIANNE LIGOU

Depuis une dizaine d'années, les villageois de Camaines, au Chili, résistent contre la multinationale minière Pelambres. Propriété d'actionnaires japonais et chiliens, la compagnie minière détruit une vallée: un immense barrage, fait de terre et de sable, a été construit et la rivière est à sec. Cet endroit est devenu la plus grande poubelle chimique d'Amérique latine. Dans ce pays où les tremblements de terre sont fréquents, les habitants vivent sous la menace permanente de la rupture du barrage qui a été construit juste au-dessus du village, sans respecter les normes antisismiques. L'air est pollué, les arbres fruitiers, activité principale de la vallée, sont moribonds. L'eau qui alimente le village devient rare et empoisonnée. Les villageois nous ont raconté «qu'elle coule jaune, et que les récipients deviennent verts à son contact». Aucun laboratoire chilien n'a accepté d'effectuer des analyses de cette eau, ce qui en dit long sur les complicités à l'œuvre dans le pays.

D'ailleurs la multinationale continue d'avancer: par la corruption massive qui a fait que le gouvernement de «la concertation» (PS et DC) a accepté le projet alors que la Cour suprême s'était prononcée contre; par l'intimidation et la répression contre les habitants, qui, après avoir épuisé tous les recours, ont mené une grève de la faim pendant 81 jours. Au Chili, aucun

média ne parle de leur lutte, ils se sentent condamnés à mourir dans leur coin... Jean Ortiz et Dominique Gautier ont retracé cette lutte dans leur documentaire, les Damnés de l'eau<sup>1</sup>. Deux habitants de Caimanes, Juan Ruiz et Juan Villalobos ont été invités par le festival Culturamérica à venir à Pau apporter leur témoignage. Ils ont tous les deux participé à la grève de la faim et en gardent des séquelles physiques (vision très détériorée, problèmes digestifs). Leur présence n'est pas bienvenue dans l'Europe de Schengen. Malgré des passeports et des visas en règle, des billets d'avion aller-retour, une invitation de l'université de Pau, ils ont été retenus à Madrid à leur sortie de l'avion, et seule la menace d'un scandale médiatique a permis qu'ils ne soient pas renvoyés au Chili. Des échantillons d'eau de Camaines qu'ils avaient emportés avec eux à des fins d'analyse ont mystérieusement disparu de leurs bagages.

Ils espèrent que leur voyage en France permettra de briser le silence qui a jusqu'à présent entouré leur lutte. Les multinationales pensent pouvoir détruire les hommes et les terres en toute impunité contre de l'argent. L'eau et l'air sont des biens communs que nul ne doit s'approprier. La lutte des habitants de Caimanes est la nôtre.

1. <http://www.youtube.com/watch?v=PeTK0slmeNY>



## VENEZUELA

# L'AFFAIRE BECERRA ET LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE : PÉRIL EN LA DEMEURE !

Par Ataulfo Riera

Afin de contribuer aux débats en cours au sein de la gauche anticapitaliste sur les récentes évolutions de la politique diplomatique vénézuélienne, nous publions ci-dessous le point de vue de Ataulfo Riera, membre de la direction nationale de la LCR-SAP (Ligue Communiste Révolutionnaire-Socialistische Arbeiderspartij), section belge de la quatrième internationale et militant internationaliste qui suit depuis de nombreuses années le processus bolivarien.

Le 25 avril dernier, prétextant une « alerte rouge » lancée par Interpol et suite à une demande personnelle du président colombien Santos, le gouvernement vénézuélien d'Hugo Chavez livrait aux autorités colombiennes le journaliste Joaquín Pérez Becerra, accusé par Bogota d'être un « terroriste », représentant de la guérilla des FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) en Europe (1). Becerra, de nationalité suédoise et d'origine colombienne, avait fui son pays et obtenu l'asile politique en Suède, suite à la répression sanglante, menée par les paramilitaires, qui avait frappé dans les années 80 l'Union Patriotique, dont il était membre (4.000 victimes, dont la propre femme de Becerra).

Depuis lors, il travaille pour le site d'informations alternatives ANNCOL, qui dénonce infatigablement les crimes du régime narco-terroriste colombien, et a toujours été pleinement solidaire avec le processus bolivarien au Venezuela, pays dans lequel il s'est rendu à plusieurs reprises. Mais le 23 avril, il a été immédiatement arrêté par la police « bolivarienne » à sa descente de l'avion et livré deux

jours plus tard sans jugement et sans qu'il puisse prendre contact avec un avocat ou l'ambassade de Suède...

### Raison d'Etat ?

Outre qu'il est particulièrement indigne qu'un militant internationaliste soit livré à ses bourreaux d'extrême droite par un gouvernement qui se prétend « révolutionnaire et socialiste », l'arrestation et la déportation express de Becerra a également piétiné les conventions internationales et les règles les plus élémentaires du droit des personnes (Becerra est de nationalité suédoise, c'est vers ce pays qu'il aurait pu être renvoyé). Comble du cynisme, et alors que rien ne prouve qu'il soit lié aux FARC, le communiqué officiel souligne que par ce geste le Venezuela « ratifie son engagement inébranlable dans la lutte contre la délinquance et le crime organisé, dans le strict accomplissement de ses engagements et de la coopération internationale ». On est loin du Chavez qui, il y a quelques années à peine, insistait pour que le statut de « force belligérante » soit accordé aux FARC et qu'elles soient retirées de la liste des «

organisations terroristes ».

L'affaire fait bien entendu grand bruit au Venezuela et dans toute la gauche latino-américaine et internationale. Les explications tardives et l'attitude du gouvernement bolivarien dans la gestion de ce cas n'ont fait qu'ajouter de l'huile sur le feu. Alors qu'il venait à peine de faire diligence aux désirs du gouvernement réactionnaire de Bogota, Nicolas Maduro, le désastreux ministre vénézuélien des affaires étrangères, montrait par contre une toute autre fermeté aux protestants du camp chaviste qui demandaient une rectification : « Nous ne céderons pas au chantage, qu'il vienne de l'extrême droite ou de l'extrême gauche ». Le ministre de l'Information, Andrés Izarra a quant à lui tout simplement censuré les protestations vis-à-vis de cette affaire. (2) Ce n'est donc pas un hasard si, dans un rassemblement, des marionnettes à l'effigie de ces deux ministres « révolutionnaires » ont été brûlées par des manifestants indignés.

La colère et la stupeur sont fortes parmi les secteurs qui soutiennent depuis longtemps (parfois, malheureusement, sans beaucoup d'esprit critique) Hugo Chavez et le processus bolivarien. Ainsi les partis communistes vénézuélien et espagnol ont vertement critiqué Caracas (3). Mais cette lamentable affaire n'est pas une surprise ou un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle traduit une véritable inflexion dans le processus bolivarien où la froide « raison d'Etat » est de plus en plus mise au dessus des principes.

Une « raison d'Etat » qui détermine l'attitude du gouvernement vénézuélien face aux révolutions dans le monde arabe et a poussé Chavez à soutenir Kadhafi et Al-Assad contre leurs peuples en révolte, en relayant les pires théories du complot sur les « groupes terroristes violents » qui déstabilisent des chefs d'Etat « légitimes » et « humanistes » (4). Le gouvernement vénézuélien a beau dénoncer avec virulence la guerre impérialiste en Libye, il n'en continue pas moins à vendre son pétrole aux Etats-Unis.

Une raison d'état pour laquelle, depuis un certain temps, des dizaines de membres des guérillas des FARC et de l'ELN - ou supposés tels -, y compris des blessés et des malades, sont systématiquement livrés à la Colombie.

Tout aussi interpellante, la décision de Chavez de reconnaître le gouvernement illégitime de Profirio Lobo au Honduras,



issu d'un régime installé par un coup d'Etat pourtant dénoncé avec force à l'époque. Caracas soutient ainsi désormais la réadmission du Honduras dans l'Organisation des Etats Américains (OEA), dont il avait été exclu en 2009 (5). Aux yeux de beaucoup, à côté de ces faits concrets, les discours « anti-impérialistes » enflammés n'apparaissent plus que pour ce qu'ils sont : des discours.

### Le cancer de la bureaucratie ronger la révolution bolivarienne

Cette évolution droitière de la politique étrangère bolivarienne traduit évidemment une évolution interne, avec le poids de plus en plus prépondérant joué par une bureaucratie d'Etat qui reproduit, avec un mince verni « révolutionnaire » et « socialiste », les mêmes maux de toujours : népotisme, clientélisme, inefficacité et corruption (6). Cette bureaucratie veut garantir à tout prix la « paix sociale » en passant des compromis avec la bourgeoisie « nationale » et avec l'impérialisme afin de stabiliser son pouvoir et les avantages matériels qu'elle en retire. Elle n'est donc nullement intéressée à approfondir ou radicaliser la révolution bolivarienne.

Il y a peu de temps encore, Chavez avait lucidement mis en garde contre les dangers de bureaucratisme, en faisant y compris référence à la dégénérescence de la Révolution russe de 1917. Mais il semble désormais clair qu'il a fait le choix de s'appuyer sur cette même bureaucratie qui ronger le processus populaire de l'intérieur. Evoquant et assumant personnellement l'affaire Becerra, Chavez a ainsi déclaré « Si je l'extrade, je suis le mauvais, si je ne l'extrade pas, je suis le mauvais aussi. ». Le « mauvais » pour « qui ? », toute la question est là ! L'extradition de Becerra est un choix conscient et assumé de complaire au président réactionnaire Santos (et à travers lui, à Washington) en s'aliénant les secteurs révolutionnaires.

Mais cette politique à courte vue sera doublement perdante; loin de calmer son appétit, l'impérialisme ne se gênera plus pour exiger de nouvelles capitulations, tandis que la base sociale et militante du chavisme se retrouve de plus en plus désorientée, démoralisée et divisée. Sans parler du soutien et de la solidarité internationale avec le processus bolivarien auxquels l'affaire Becerra porte un coup très sérieux.

Les résultats des dernières élections législatives de 2010, qui ont vu une bonne

partie de la base électorale chaviste s'éroder (7), témoignaient déjà d'une lassitude et d'une indifférence croissantes face à un processus qui peine à construire réellement le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » en s'attaquant frontalement (et non plus partiellement ou verbalement) au capitalisme et à l'impérialisme. La question clé pour la survie du processus populaire au Venezuela (et dans le court terme avec les élections présidentielles de 2012), sera la capacité des mouvements sociaux et populaires au Venezuela à combattre l'orientation actuelle de la direction chaviste et à imposer un changement de cap radical.

### Notes:

(1) Voir l'article détaillé de Maurice Lemoine : « Le président Hugo Chávez dans le labyrinthe colombien » : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-05-03-Le-president-Hugo-Chavez-dans-le>

(2) Ce ministre « oublié » que lorsqu'il était directeur de TeleSur (la chaîne de l'alliance bolivarienne, ALBA) en 2006, il avait protesté avec force contre l'arrestation de l'un de ses journalistes en Colombie, Fredy Munoz, accusé par Bogota d'être un « agent des FARC », estimant avec raison que sa vie était « en danger » dans ce pays. (Voir: <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=127502&titular=la-censura-de-estado-de-telesur-sobre-el-caso-de-joaquin%EDn-p%E9rez-becerra->) Ce ministre vient par ailleurs de démettre de ses fonctions, sans justificatif, la présidente de Radio Del Sur, l'un des rares médias à avoir rendu compte des protestations contre l'extradition de Becerra (<http://www.rebelion.org/noticia.php?id=128093&titular=comunicado-del-colectivo-de-trabajadores-de-la-radio-del-sur->)

(3) Il existe une énorme quantité de prises de positions critiques de partis, d'organisations et de mouvements sociaux, de médias alternatifs et communautaires, d'intellectuels vénézuéliens et internationaux. La plupart oscillent entre la dénonciation d'une « grave erreur » encore corrigible jusqu'à la qualification de « trahison » définitive de la révolution. Parmi les plus significatives (en espagnol) : Déclaration du Parti Communiste du Venezuela : <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=127685&titular=caso-p%E9rez-becerra:-el-pcv-dio-a-conocer-la-declaraci%F3n-de-su-bur%F3-pol%EDtico->

Communiqué du Parti Communiste espagnol : <http://www.kaosenlared.net/noticia/pce-rechaza-entrega-ilegal-joaquin-perez-estado-colombiano-denuncia-vi>

Appel d'une campagne de solidarité pour la libération de Joaquín Becerra : <http://www.rebelion.org/>

[noticia.php?id=127724&titular=campa%F1a-de-solidaridad-por-la-libertad-del-periodista-joaquin%EDn-p%E9rez-becerra-](http://www.rebelion.org/noticia.php?id=127724&titular=campa%F1a-de-solidaridad-por-la-libertad-del-periodista-joaquin%EDn-p%E9rez-becerra-)

Communiqué du syndicat UNETE : <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=127172&titular=la-uni%F3n-nacional-de-trabajadores-exige-libertad-para-joaquin%EDn-p%E9rez-becerra->

Appels d'intellectuels : <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=127340&titular=comunicado-para-hugo-ch%E1vez-fr%EDas-sobre-joaquin%EDn-p%E9rez-becerra->

<http://www.rebelion.org/noticia.php?id=127260&titular=%22esperamos-que-su-gobierno-rectifique-ese-rumbo-nada-decoroso-para-el-proceso-bolivariano-que-tanto->

Aram Aharonian : <http://www.aporrea.org/tiburon/a122694.html>

Luis Britto Garcia : <http://www.aporrea.org/venezuela/laexterior/a122955.html>

Ingrid Storgen (ANNCOL, Suède) : <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=127639&titular=del-error-al-horror-hay-un-solo-paso->

Nestor Kohan : <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=127303&titular=la-raz%F3n-de-estado-un-%22pragmatismo%22-absolutamente-equivocado->

(4) La manie paranoïaque de voir des complots partout est bien utile puisqu'elle sert y compris de justificatif pour expliquer le choix d'arrêter et de déporter le journaliste Becerra.

(5) <http://blog.lefigaro.fr/amerique-latine/2011/04/le-honduras-bientot-de-retour-a-lorganisation-des-etats-americains.html?xtor=RSS-48>

(6) Selon les sources officielles, il y a eu 2.443 cas de corruption dans l'administration publique en 2010. Chavez l'a reconnu sans détour : « Nous sommes bouffés par la vieille politique, par la corruption politique... ces vieilles valeurs capitalistes, petites-bourgeoises, bourgeoises, qui se sont infiltrées par tous les côtés et continuent à s'infiltrer dans notre parti... Si nous oublions ce que nous devons au peuple, alors nous sommes en présence de la plus grande des corruptions ».

(7) Voir : [http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=1785:venezuela-chavez-gagne-les-legislatives-sur-le-fil&option=com\\_content&Itemid=53](http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=1785:venezuela-chavez-gagne-les-legislatives-sur-le-fil&option=com_content&Itemid=53)

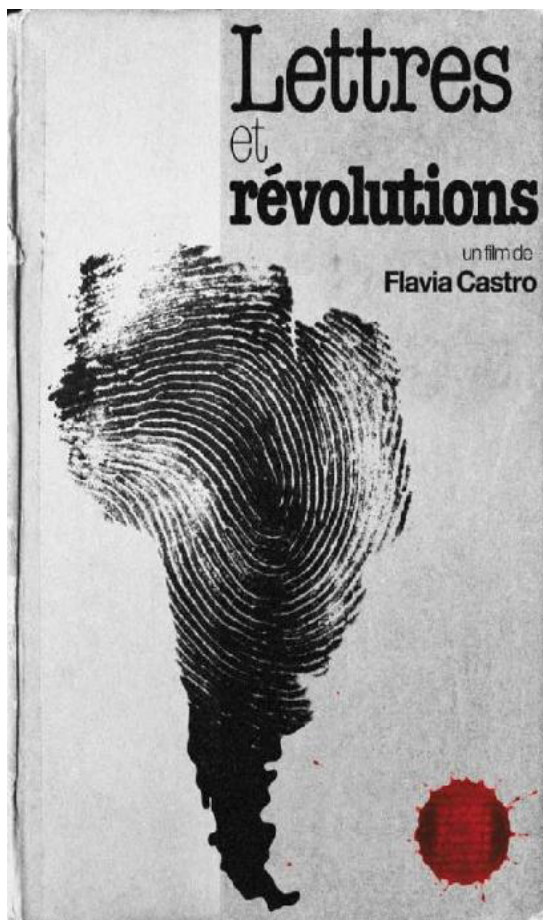
# LETTRES ET REVOLUTIONS

Paru dans Tout est à nous ! N° 101

**DE SOPHIE OUDIN-BENSAÏD**

Porto Alegre. Une nuit d'octobre 1984. Dans l'appartement d'un ancien nazi qu'il poursuivait, Celso, cerné, gît dans son sang. Suicidé ou abattu par la police ? En tentant de savoir, Flavia Castro retrace le parcours de son père, militant révolutionnaire : Brésil, Argentine, Chili, la lutte armée, la clandestinité, le spectre de la torture et la mort qui rôdent, l'exil à Paris puis au Venezuela, jusqu'au retour, et ses petits matins au goût amer...

Documents d'archives et lettres de Celso ; témoignages de ses camarades et des siens – dont des femmes ô combien épatantes ; souvenirs d'enfance de Flavia, embarquée dans cette aventure avec son petit frère, où elle jouait « aux réunions plutôt qu'à la marchande » ; rires des retrouvailles les années écoulées, et moments où l'on songe : toute une histoire, si loin, si proche.



On connaissait déjà Flavia Castro par le remarquable Che : Journal de Bolivie (Fipa d'or 1994), où elle était l'assistante-réalisatrice de Richard Dindo. Primé aux festivals de Biarritz, de Rio de Janeiro, de Punta del Este, entre autres, le film qu'elle signe aujourd'hui est passé le mois dernier à Buenos Aires devant des salles combles émues aux larmes, où toute une jeune génération était présente aussi.

Ne pas manquer :

Lettres et révolutions !

Qu'on ait connu comme moi cette période ou pas, on ne peut qu'être bouleversé par ce film passionnant. Au terme de cette enquête de Flavia Castro sur la mort de son père, l'énigme certes subsiste, mais, au fil de sa recherche obstinée, se trouvent restitués — et avec quel talent dans la narration et les images ! — tous les aspects du militantisme révolutionnaire des années soixante-dix en Amérique latine. Période où la IVe Internationale s'était lancée dans la lutte armée, avec des militants hors pair que l'on reconnaît ici : Flavio, ex-député du PT brésilien, ou

Neneca, d'autres, et Celia, l'ancienne compagne de Celso, la mère de Flavia, qui domine ce film avec la même allure que je lui connaissais à Rotographie, notre imprimerie, où elle travailla. Toujours souriante, calme, posée, et pourtant quel passé, que beaucoup ignoraient ! Le film retrace le militantisme de l'époque : les réunions, la clandestinité, les pseudos, les armes planquées, les coups durs et la répression. La mort, la torture. Malgré ces terribles souvenirs en arrière-plan, tous ces combattants qui témoignent, sans jamais langue de bois, ont gardé intact l'humour de leur jeu

nesses. Et Flavia filme, tantôt avec les yeux de l'enfant de militants qu'elle était, tantôt avec ses yeux d'adulte d'aujourd'hui.

Un hommage magnifique à un combat qui continue encore sous d'autres formes.

**Alain Krivine**

## SUR LE WEB...

### Non au projet HidroAysen en Patagonie chilienne !

*Reportage sur les conséquences de la construction de 5 barrages en Patagonie, la place des mobilisations contre ce Méga-projet destructeur, le rôle des multinationales, l'impact environnemental, etc... Nanette Liberona, doctorante en anthropologie et Rodrigue Olavarria de la Fondation France-libertés répondent aux questions de Pantuana TV. Manifestation et marche dans Paris le 20 mai 2011.*

Vidéo en ligne :

[http://www.dailymotion.com/video/xiuh7L\\_non-au-projet-hidroaysen-marche-dans-paris\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xiuh7L_non-au-projet-hidroaysen-marche-dans-paris_news)

— Pantuana TV - mai 2011 (creative Commons) D'autres infos : [www.patagoniasin-represas.cl/](http://www.patagoniasin-represas.cl/)

### Entreprises récupérées en Argentine : production, espaces et temps de genre

*Les expériences de récupération d'entreprises et d'usines par leurs salariéEs en Argentine est l'une des formes de mobilisation sociale à avoir attiré considérablement l'attention ces dernières années. On définit ainsi une pratique combinant l'occupation des salariéEs d'une entreprise en faillite ou hautement endettée avec la gestion de la production par les salariéEs eux-mêmes et elles-mêmes.*

— Une étude de María Inés Fernández Álvarez et Florencia Partenio sur des luttes collectives exemplaires à lire sur le site Web de ContreTemps : <http://www.contretemps.eu>

eu

# L'HOMME QUI AIMAIT LES CHIENS

EL HOMBRE QUE AMABA A LOS PERROS

LEONARDO PADURA FUENTES



Le récit débute par l'aveu de l'assassinat de Léon Trotsky, par le piolet lui défonçant le crâne et son long cri qui figea d'effroi son assassin Jacques Mornard, en fait Ramon Mercader.

Entre réalité et fiction (mais il est difficile de délier le vrai de l'imaginaire) Leonardo Padura, auteur cubain vivant et écrivant toujours à Cuba, va nous conduire dans des histoires mêlées. De la Révolution espagnole aux exils de Léon Trotsky, des plongées dans le Cuba contemporain aux amours du «Vieux»... par un fil conducteur, l'affection portée aux chiens par bien des protagonistes de cet ouvrage, de la victime au meurtrier.

Ce roman est aussi un livre historico-politique qui traite de la bureaucratie stalinienne, de la révolution trahie, de l'histoire du *xxe* siècle. Remarquable aussi, le contexte de son écriture par un auteur cubain ayant déjà écrit de nombreux romans noirs dont les principaux personnages sont Cuba et le policier «borderline» Mario Conde.

Avec ce livre, Padura va politiquement et artistiquement au-delà de ses premiers ouvrages (qu'il faut lire aussi). Pas étonnant que la parution de *El hombre que amaba a los perros* à La Havane prit la forme d'une petite révolution (dans le monde des livres!), même s'il ne fut édité, paraît-il, qu'à 200 exemplaires... Et pourtant, en fouillant bien, on le trouve encore chez les bouquinistes de la place des armes à La Havane, au côté du Che et de Cienfuego.

Un ouvrage à lire et relire sans modération.

Thomas Delmonte

Traduit de l'espagnol par René Solis et Elena Zayas

Éditions Métaillié, 671 pages, 24 euros



Héctor Llaitul Carillanca, Ramón Llanquileo Pilquimán, José Huenuche Reimán, Jonathan Huillical Méndez.

## COMMUNIQUÉ UNITAIRE

# SOLIDARITÉ AVEC LES CONDAMNÉS MAPUCHE DE CAÑETE, EN GRÈVE DE LA FAIM DEPUIS LE 15 MARS

Dans la petite ville de Cañete, VIIIème région du Chili, à quelque 650 kilomètres au sud de Santiago, entre novembre 2010 et février 2011, 17 prisonniers politiques Mapuche ont été l'objet d'un procès au cours duquel ils ont été poursuivis pour une série de délits affectant la propriété privée, une supposée « attaque » contre un procureur de la République chilienne. Ils ont également été accusés de former une organisation terroriste. Leur procès a été instruit en faisant usage de la loi anti-terroriste, héritage de la dictature militaire de Pinochet, ce qui a considérablement réduit leur droit à la défense et in fine les a privés d'un procès équitable. Finalement, sur les 17 accusés, seuls 4 d'entre eux ont été condamnés, sur la base d'accusations de « témoins secrets » dont l'identité a été occultée aux avocats de la défense, entachant leurs témoignages de partialité. Les 4 Mapuche condamnés se revendiquent ouvertement comme militants de la lutte pour l'autonomie du Peuple Nation Mapuche, en tant que membres de la CAM (Coordinadora Arauco Malleco). Si, certes, 13 des 17 accusés ont été acquittés, ces derniers auront toutefois passé près de deux ans en détention préventive, sans avoir été jugés par aucun tribunal.

Considérant que les 17 Mapuche étaient incriminés pour les mêmes chefs d'accusation et que les preuves de leur participation n'étaient pas plus avérées, les 4 condamnations, très lourdes, qui ont été prononcées, laissent perplexes. En effet, les 4 militants Mapuche ont été condamnés à des peines de 20 à 25 ans de prison sans pour autant qu'il y ait eu crime de sang.

Outre ce procès, nous avons assisté au Chili, depuis une dizaine d'année, à la criminalisation systématique, tout au moins à la « judiciarisation », des revendications sociales et politiques mapuche. Des actions visant à défendre le territoire ancestral du Peuple Nation Mapuche contre une marchandisation à marche forcée (industries forestières, barrages hydroélectriques, exploitations minières, etc.), ont été assimilées à du terrorisme.

Ainsi donc, depuis la fin de la dictature militaire et le « retour à la démocratie », ce sont plus de 500 Mapuche qui ont été déférés devant des tribunaux pour des faits de protestation sociale et politique. Dans l'écrasante majorité des cas, les tribunaux ont prononcé leur acquit-

tement, ce qui n'a pas empêché nombre d'entre eux, hommes, femmes et enfants, de passer plusieurs mois, voire plusieurs années, en détention préventive.

En d'autres termes, l'Etat chilien a choisi de répondre aux légitimes revendications du Peuple Nation Mapuche en faisant un usage excessif du droit pénal pour répondre à des faits de protestation sociale et politique. Ces faits se caractérisent par leur non-violence, puisque les diverses expressions de la lutte mapuche, ces vingt dernières années, n'ont causé aucune victime.

Les 4 condamnés du procès de Cañete ont entamé, il y a près de 80 jours, une grève de la faim, afin d'exiger un procès équitable. Deux d'entre eux ont dû être hospitalisés en raison de la dégradation de leur état de santé. Parallèlement à cette grève, ils ont déposé auprès de la Cour Suprême chilienne une demande d'annulation de leur procès. Ils demandent un nouveau procès, sans application de la loi anti-terroriste, au cours duquel ils pourraient exercer leur légitime droit à la défense.

Face à cette réalité et à ces revendications, nous tenons à affirmer notre solidarité vis-à-vis de ces 4 militants Mapuche, en nous associant à leurs justes revendications :

-Annulation par la Cour Suprême chilienne du jugement du tribunal de Cañete

-Libération immédiate de tous les prisonniers politiques Mapuche

Enfin, de manière plus générale, nous tenons à condamner la répression dont sont victimes les militants Mapuche en lutte pour la reconnaissance de leurs droits territoriaux, culturels, sociaux et politiques, autant de droits reconnus par une série d'organismes internationaux, ainsi que par la convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail, dont l'Etat chilien est signataire depuis septembre 2009.

Paris, le 30 mai 2011

Partis, Organisations, Syndicats et Associations signataires au moment du bouclage :

Terre et Liberté pour Arauco, Collectif de Soutien au Peuple Mapuche/France (CECT/France, Association « Pueblo Mapuche », AFAENAC, Ingalañ bro an Alre/Bretagne), Collectif DDHH au Chili/France, Association Nuevo Concepto Latino, NPA, France Amérique Latine (FAL)